



Réformer les subventions préjudiciables à l'environnement

un impératif écologique et une opportunité économique pour la Méditerranée

La Méditerranée est à la croisée des chemins. Alors que la région se réchauffe 20 % plus vite que la moyenne mondiale (MedECC, 2020), les gouvernements prennent conscience de la nécessité d'adapter leurs modèles économiques. Un récent rapport ([Plan Bleu et UNEP/MAP, 2024](#)) met en lumière une dynamique encourageante : plusieurs pays, de la Turquie au Maroc, ont entamé la réorientation de leurs subventions publiques. Cependant, l'urgence climatique impose d'accélérer la cadence. Les subventions préjudiciables à l'environnement (SPE)¹ restent omniprésentes et posent un problème structurel majeur : elles maintiennent artificiellement la rentabilité de modèles économiques non durables, des énergies fossiles à la surpêche, en favorisant l'expansion de l'activité au détriment de la conservation. Au-delà de leur impact écologique, les SPE sont économiquement coûteuses et inefficaces. Elles persistent néanmoins en raison de leur sensibilité politique et sociale : souvent utilisées pour soutenir certains secteurs ou le pouvoir d'achat, leur réforme suscite des résistances et des craintes d'impacts économiques à court terme. Dans un contexte de contraintes budgétaires de plus en plus marquées, les pays méditerranéens sont appelés à utiliser avec la plus d'attention des subventions publiques de plus en plus limitées, afin de préserver durablement leur capital naturel. Cette note, basée sur le rapport Plan Bleu et UNEP/MAP (2024), présente ces défis financiers, puis décrypte les moyens de les transformer en leviers d'une transition juste, au service d'une économie bleue résiliente et inclusive.

1. Le secteur de la pêche : quelques progrès notables et un cap à maintenir

Le secteur de la pêche en Méditerranée montre qu'une transformation des politiques publiques est possible, bien que le chemin vers la durabilité reste parsemé de défis.

Une transition structurelle en cours

L'analyse des subventions à la pêche offre des exemples probants de réorientation politique, comme l'illustre le cas de la Turquie. Entre les périodes 2000-2011 et 2012-2020, ce pays a réussi à inverser la dynamique de ses aides publiques : la part des subventions dites « bénéfiques » est passée de près de 37 % à plus de 50 %. Ce changement de cap a permis de réallouer massivement les fonds vers les dépenses de gestion et, surtout, vers le contrôle et l'application rigoureuse des réglementations, marquant une véritable transition vers des outils plus vertueux pour l'environnement marin.

Le défi régional de la modernisation

Cependant, l'impact écologique de ces réformes est nuancé par des "effets rebond" observés à l'échelle méditerranéenne. Malgré des programmes de rachat de navires visant à réduire les flottes (avec des investissements dépassant parfois 70 millions de dollars américains), la pression sur les écosystèmes ne diminue pas aussi vite qu'espéré dans plusieurs pays. D'autant plus que la modernisation technologique des navires restants, soutenue par diverses aides nationales, a intensifié l'effort de pêche par unité. D'autre part, les concessions fiscales sur le carburant représentent encore environ 35 % des subventions « renforçant la capacité » dans plusieurs pays méditerranéens, maintenant artificiellement la rentabilité de la pêche industrielle au détriment des pratiques artisanales, plus durables. Le maintien du cap régional exigera donc de cibler davantage les aides au carburant pour éviter d'annuler les bénéfices des mesures de conservation.

¹ Les définitions des SPE varient selon les institutions : l'OMC se limite aux soutiens financiers directs, tandis que l'OCDE retient toute intervention conférant un avantage économique à impact environnemental négatif (OECD, 2017). La Banque mondiale adopte l'approche la plus large en incluant aussi les externalités environnementales non internalisées, comme les coûts de pollution (World Bank, 2023).

Réformer les subventions préjudiciables à l'environnement

TYPE DE SUBVENTION	CE QU'ELLES INCLUENT	POIDS MONDIAL
<p>Subventions renforçant la capacité de pêche Souvent considérées comme préjudiciables car elles encouragent la surpêche et la surcapacité.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions aux carburants (détaxation). • Aides à la construction, modernisation des navires. • Développement des infrastructures portuaires. • Accords d'accès aux eaux étrangères (pêche lointaine). 	<p>~ 60 % (Considérées comme néfastes à l'échelle mondiale)</p>
<p>Subventions bénéfiques Investissements visant à restaurer les stocks de poissons et à gérer la ressource.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Mesures de gestion des pêches (surveillance, contrôle). • Recherche et Développement. • Création & gestion des Aires Marines Protégées. • Formation et éducation. 	<p>Minoritaires à l'échelle mondiale, mais en augmentation dans certaines zones (ex: UE, Turquie).</p>
<p>Subventions ambiguës Impact incertain, pouvant être positif ou négatif selon la mise en œuvre et le contexte.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Soutien direct au revenu des pêcheurs. • Programmes de rachat de navires. • Soutien aux communautés de pêcheurs ruraux/artisans. 	<p>Part variable selon les politiques nationales.</p>

Tableau 1. Classification et poids des subventions à la pêche



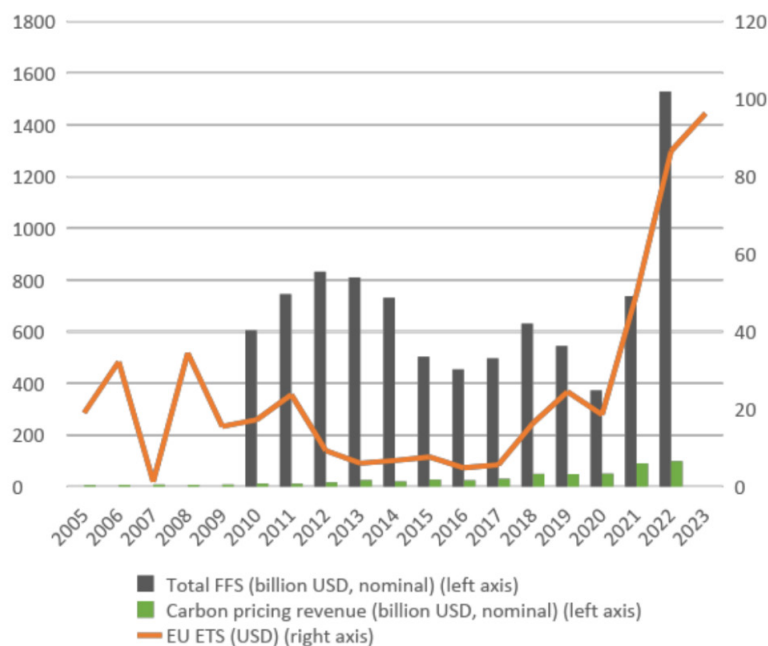
Image 1. Navire de pêche © Pixabay

2. Énergie fossile : accélérer la sortie progressive

La transition énergétique en Méditerranée nécessite, quant à elle, une réforme courageuse des subventions aux combustibles fossiles, qui agissent comme un frein invisible mais puissant à la décarbonation régionale. À l'échelle mondiale, les transferts directs et dépenses fiscales liés aux combustibles fossiles ont atteint 428 milliards USD en 2022, auxquels s'ajoutent plus de 1 100 milliards USD de ventes en dessous des prix du marché (graphique 1). Malgré l'expansion des mécanismes de tarification carbone, les revenus générés demeurent dérisoires face à l'ampleur des subventions. En 2021, les subventions mondiales explicites aux énergies fossiles ont atteint environ 577 milliards USD (voire près de 697,2 milliards USD selon d'autres projections). En 2022, l'OCDE a estimé les transferts directs et dépenses fiscales en faveur des énergies fossiles à 427,9 milliards USD, auxquels s'ajoutent 1 126,6 milliards USD de combustibles fossiles vendus en dessous des prix du marché selon l'AIE. Si l'on prend en compte les subventions « implicites » (qui n'internalisent pas les coûts liés à la pollution et au changement climatique),

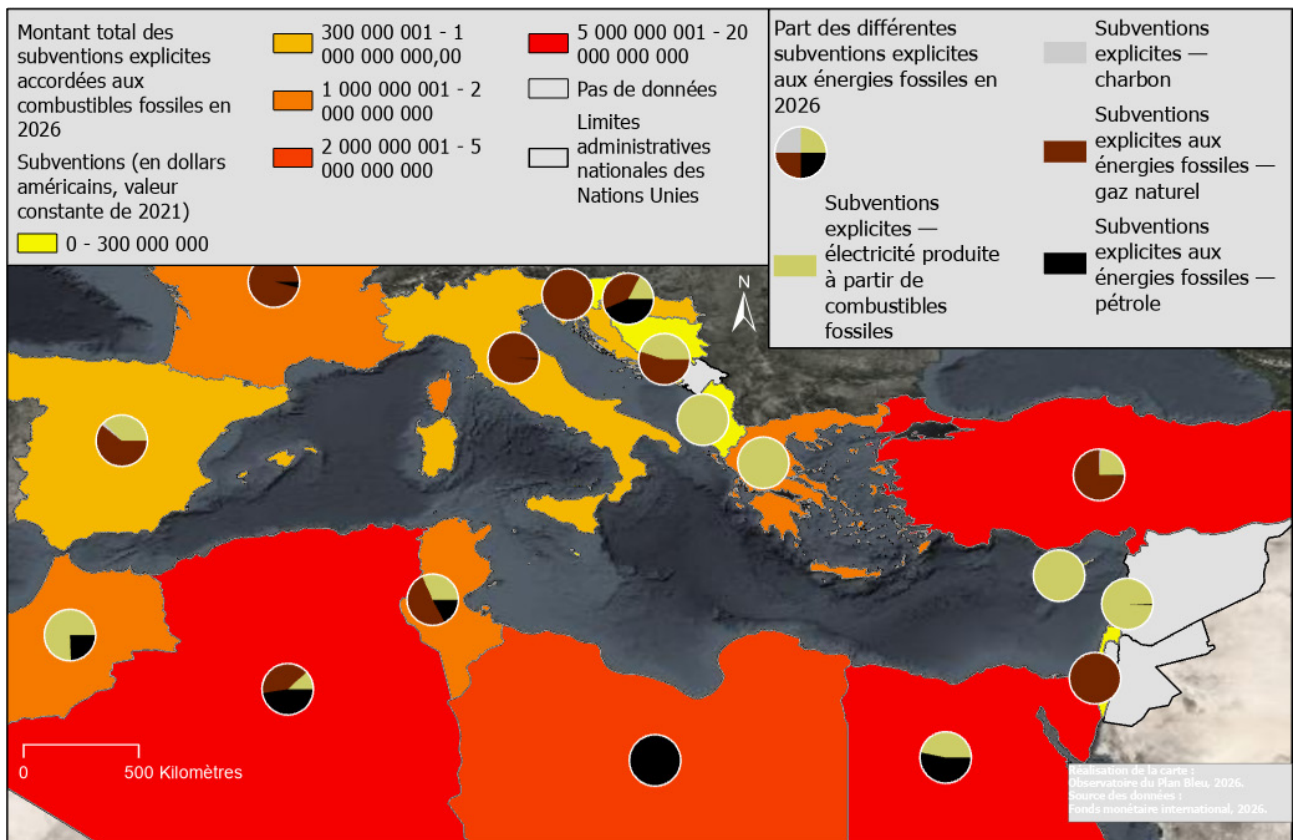
le soutien mondial aux énergies fossiles dépassait les 5 400 milliards USD (5,4 billions USD). Face à ce soutien massif, les recettes mondiales issues de la tarification carbone n'ont atteint qu'un « record » de 104 milliards USD en 2023.

Cette asymétrie illustre le défi majeur auquel la Méditerranée, comme le reste du monde, est confrontée pour réorienter les incitations économiques. Dans la région, les subventions aux combustibles fossiles absorbent une part considérable des richesses nationales : elles représentent, selon les pays, entre environ 5 % et plus de 30 % du PIB. En valeur absolue, cela se traduit par des montants très élevés, atteignant plusieurs dizaines de milliards de dollars par an dans certains cas. Par ailleurs, au-delà des subventions directes, des soutiens implicites persistent, notamment via des exonérations fiscales dans des secteurs comme l'aviation, le transport maritime ou l'industrie. Réformer ces subventions constitue donc une étape essentielle, non seulement pour corriger les distorsions du marché et réduire les émissions de gaz à effet de serre, mais aussi pour libérer un espace budgétaire crucial au service d'investissements verts et sociaux.



Graphique 1. Estimations mondiales des subventions aux combustibles fossiles versus données de tarification carbone

Réformer les subventions préjudiciables à l'environnement



Carte 1. Subventions explicites aux énergies fossiles dans la région méditerranéenne, par type d'énergie en 2026
Source : Observatoire du Plan Bleu

Une corrélation avérée avec les émissions

L'analyse économétrique du Plan Bleu, menée sur un panel de pays méditerranéens apporte une confirmation statistique robuste : les subventions aux énergies fossiles entravent directement la transition vers une économie bas-carbone. Les résultats démontrent qu'une augmentation de 1 % du montant total des subventions aux énergies fossiles entraîne une hausse de 0,04 % des émissions de GES par habitant. Cela confirme statistiquement que ces flux financiers abaissent artificiellement le coût des énergies polluantes, créant des distorsions de marché qui encouragent la consommation et nuisent à la compétitivité des technologies propres.

L'étude met en évidence les leviers fiscaux les plus défavorables au climat méditerranéen. Si le pétrole demeure la source la plus subventionnée, l'analyse

économétrique prouve que le gaz naturel est la seule source d'énergie fossile dont les subventions aggravent de manière claire et significative les émissions de gaz à effet de serre. Chaque million de dollars d'argent public injecté dans le gaz naturel alourdit systématiquement le bilan carbone de chaque citoyen de 0,00005 %. Ce chiffre agit en réalité comme un multiplicateur redoutable : une fois appliqué et cumulé à l'échelle de populations de plusieurs dizaines de millions d'habitants, cette perfusion financière se transforme mécaniquement en un volume massif d'émissions de gaz à effet de serre au niveau national. Cet effet est encore plus prononcé pour les subventions accordées directement aux producteurs d'énergies fossiles, qui entraînent une hausse disproportionnée des émissions, confirmant leur impact néfaste pour l'atténuation du changement climatique.



Image 2. Nuages blanc © Pixabay

Vers une réforme fiscale et sociale

Pour sortir de cette impasse, le rapport préconise l'annonce de calendriers réalistes pour l'élimination progressive de l'extraction et de la combustion des fossiles. Cette réforme fiscale doit impérativement s'accompagner de mesures compensatoires robustes. La suppression des niches fiscales et des aides aux fossiles doit financer simultanément le déploiement des énergies renouvelables et la protection des ménages vulnérables contre la hausse des prix, assurant ainsi une transition qui soit non seulement écologique mais socialement juste. Le Maroc offre un exemple probant de cette approche : en supprimant progressivement les subventions aux carburants liquides dès 2014, le pays a réussi à réinvestir les fonds économisés dans des projets d'énergies renouvelables tout en étendant la couverture sociale (santé et éducation) pour protéger les populations les plus fragiles.

3. Le cas de l'eau : l'équation de la sécurité et de la durabilité

Près de 40 % de la population de la région méditerranéenne vit déjà sous le seuil de stress hydrique (disponibilité en eau inférieure à 1700 m³ par an et par habitant), une situation qui devrait s'aggraver avec la gestion non durable des ressources et les impacts du changement

climatique (UNEP/MAP et Plan Bleu, 2020). En outre, dans les pays du Sud de la Méditerranée, la sécurité hydrique et la sécurité énergétique sont indissociables. Les subventions actuelles, bien que garantes de l'accès pour tous, tendent à exacerber les tensions sur ces deux ressources vitales.

Le nexus eau-énergie en Méditerranée

Les pays confrontés au stress hydrique illustrent ce défi complexe : pour pallier les déficits en eau, plusieurs nations misent sur une ressource en eau non-conventionnelle, le dessalement, un processus énergivore et très coûteux, mais nécessaire dans certaines régions du bassin. Les coûts d'exploitation (OPEX) devraient augmenter d'ici 2027 dans plusieurs pays (Maroc, Palestine, Tunisie), tandis qu'ils restent stables en Espagne et à Chypre. Certains pays sont encore en phase d'investissements élevés (CAPEX), alors que d'autres ont atteint une phase plus mature². Les coûts varient aussi selon les technologies, avec une nette domination des procédés membranaires en Méditerranée (plus de 90 % des usines)³.

Avec des capacités de production qui ont augmenté de près de 450 % en dix ans dans la région, l'analyse montre une causalité bidirectionnelle : les subventions aux combustibles fossiles réduisent le coût de l'éner-

² [Capital expense \(CAPEX\) increases \(million \\$\) from 2018 to 2027 \[DesalData, 2024\]](#) & [Operating expense \(OPEX\) increases \(million \\$\) from 2018 to 2027 \[DesalData, 2024\]](#)

³ [Desalination plant technology implementations in the Mediterranean in 2024 \[DesalData, 2024\]](#)

Réformer les subventions préjudiciables à l'environnement

gie, ce qui encourage le recours massif au dessalement et augmente la consommation énergétique, créant un cercle vicieux environnemental et budgétaire. Néanmoins, de nombreuses innovations (notamment sur du couplage énergétique) soutiennent un fort potentiel de durabilité du secteur (Plan Bleu et UNEP/MAP, 2025).

Vers une tarification équitable

Pour garantir la durabilité de ce modèle sans pénaliser les ménages, le rapport identifie des solutions optimales à travers la simulation de différents scénarios de réforme (tableau 2). Les projections montrent qu'une application brutale de la vérité des prix, basée sur le

coût réel du dessalement, serait socialement insoutenable, entraînant une explosion de la facture des ménages de plus de 155 % (Scénario 5). À l'inverse, l'adoption d'une tarification progressive ciblée, où seul le tarif de la deuxième tranche — correspondant aux usages dépassant les besoins de base et relevant davantage du confort — est aligné sur les coûts de production, s'avère être l'option optimale (Scénario 3). Cette approche permettrait de contenir la hausse de la facture moyenne à environ 7 %, prouvant qu'il est possible de concilier la viabilité financière des services d'eau avec l'impératif de justice sociale, contrairement aux hausses généralisées qui pèsent plus lourdement sur le bien-être des consommateurs.

SCÉNARIO	DESCRIPTION DE LA MESURE POLITIQUE	PERTE DE BIEN-ÊTRE ÉCONOMIQUE	ANALYSE / OBSERVATION
Scénario 1	Augmentation du prix moyen de l'eau ⁴ de 10 %	- 19,35 %	Impact modéré sur le bien-être (et budget) des ménages.
Scénario 2	Augmentation du prix moyen de l'eau de 20 %	- 38,17 %	Impact significatif sur les consommateurs.
Scénario 3 <i>(Recommandé)</i>	Alignement du tarif de la 2ème tranche de consommation sur le coût moyen de production	- 6,98 %	Option optimale. Scénario qui minimise l'impact sur le bien-être des ménages tout en équilibrant équité sociale et gestion durable.
Scénario 4	Alignement des tarifs des 1ère et 2ème tranches sur le coût moyen de production	- 98,52 %	Impact social très lourd.
Scénario 5	Tarification basée sur le coût réel du dessalement de l'eau de mer	- 155,06 %	Pire scénario social. Une réforme brutale vers le «tout dessalement» sans subvention serait socialement insoutenable.
Scénario 6	Rationnement : Réduction de la durée d'approvisionnement d' 1 heure	- 18,81 %	L'inconfort causé par la coupure d'eau est ressenti comme équivalent à une hausse de prix d'environ 19%.

Tableau 2. Estimation de l'impact des scénarios de réforme tarifaire de l'eau (basée sur un cas représentatif en Méditerranée)

⁴ Prix moyen de l'eau : ratio entre le montant de la facture et la quantité consommée

4. Perspectives et conclusion : une feuille de route pour l'action

La transition n'est plus une option, elle est une nécessité stratégique. Pour passer à la vitesse supérieure, le Plan Bleu propose des leviers d'action concrets qui s'articulent autour des piliers complémentaires suivants.

Mesurer pour agir

On ne peut gérer que ce que l'on mesure. Cette maxime s'applique particulièrement à la réforme des SPE. Il est impératif d'adopter des définitions et classifications communes et de généraliser les inventaires nationaux des subventions à l'échelle méditerranéenne. Certains pays comme l'Italie et la France ont déjà montré la voie en développant des méthodologies pour cartographier l'ensemble de leurs flux financiers publics (Douvan et al, 2019). Ces inventaires permettent d'identifier les subventions à réorienter, de quantifier leur impact sur les budgets nationaux et d'évaluer leur empreinte environnementale. La création d'une plateforme régionale d'échange de données sur les subventions faciliterait la comparabilité entre pays et stimulerait une dynamique positive.

Le contrat social de la transition : une réforme progressive et juste

La réforme des subventions ne peut réussir sans l'adhésion des populations concernées. C'est précisément dans cette optique qu'œuvre le Working Group qu'anime le Plan Bleu sur l'«Autonomisation des communautés en matière de finance durable». L'expérience internationale montre que les tentatives de suppression brutale des aides aux combustibles fossiles ont souvent provoqué des réactions sociales violentes, menant à l'abandon des réformes. La clé réside dans une approche progressive et compensée, accompagnée de solutions. Les revenus économisés par la suppression des aides aux fossiles doivent être immédiatement réinvestis de manière visible et équitable. Cela implique trois volets complémentaires. D'abord, le financement massif de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables, particulièrement le solaire et l'éolien dont le potentiel

méditerranéen est considérable. Ensuite, l'inclusion sociale doit être au cœur de la stratégie, notamment à travers l'emploi des femmes dans le secteur de l'énergie, actuellement sous-représenté avec seulement 15 % de participation féminine. Enfin, la protection directe des populations vulnérables via des transferts monétaires ciblés (comme les programmes Takaful et Karama mis en place en Égypte) permettra d'amortir l'impact de la hausse des prix énergétiques.

Remplacer, ne pas seulement supprimer les SPE : déployer les Instruments Verts

L'élimination des SPE ne suffit pas : elle doit s'accompagner du déploiement simultané d'instruments économiques verts qui corrigent les défaillances du marché. Les taxes environnementales, les subventions vertueuses et la tarification du carbone constituent des leviers puissants pour internaliser les coûts environnementaux réels, conformément au principe pollueur-payeur. Ces instruments permettent de rendre les activités polluantes moins attractives économiquement, tout en favorisant les alternatives durables. Cette transition fiscale est cruciale non seulement pour l'écologie, mais aussi pour sécuriser les ressources financières nécessaires au développement durable face aux pressions budgétaires actuelles que connaissent de nombreux pays méditerranéens. La conception, la mise en œuvre et l'évaluation de ces instruments économiques de la transition font l'objet d'un second rapport du Plan Bleu, qui analyse les meilleures pratiques régionales et internationales (telles que la budgétisation verte, les obligations vertes, ou encore la fiscalité ciblée dans le secteur de l'énergie) pour accélérer la durabilité de l'économie méditerranéenne dans son ensemble.

La Méditerranée dispose des ressources humaines et techniques pour réussir sa transition. Les initiatives observées dans différents pays Méditerranéens montrent la voie. L'urgence est désormais de généraliser ces bonnes pratiques pour transformer les subventions d'hier en investissements pour demain, garantissant ainsi la stabilité prospère de notre mer commune. Plan Bleu œuvre en ce sens en tant que think and do tank Méditerranéen.

BIBLIOGRAPHIE

Douvan, A., Camporeale, C., Grassi, L., Castaldi, G., Iannotti, M., Lucaroni, G., & Molocchi, A. (2019). *The Italian Catalogue of EHSs-EFSSs*.

MedECC. (2020). *Climate and Environmental Change in the Mediterranean Basin – Current Situation and Risks for the Future. First Mediterranean Assessment Report [W. Cramer, J. Guiot, & K. Marini (Eds.)]. Union for the Mediterranean, Plan Bleu, UNEP/MAP, Marseille, France, 632pp. ISBN 978-2-9577416-0-1. doi: 10.5281/zenodo.4768833.*

OECD. 2017. *Removing Environmentally Harmful Subsidies: An Exploration of the Issues. G7 Workshop on Environmentally Harmful Subsidies and Environmental Fiscal Reforms, Rome.*

Plan Bleu and UNEP/MAP. (2024). Unraveling the Impact of Environmentally Harmful Subsidies in the Mediterranean: Plan Bleu Edited Volume, edited by R. Degron & C. Tsakas, September.

Plan Bleu and UNEP/MAP. (2025). Towards sustainable desalination in the Mediterranean: integrating environmental, economics and social perspectives: Plan Bleu Edited Volume, edited by Robin Degron and Samson Bellières, November.

United Nations Environment Programme/Mediterranean Action Plan and Plan Bleu. (2020). State of the Environment and Development in the Mediterranean. Nairobi.

World Bank. 2023. Detox Development: Repurposing Environmentally Harmful Subsidies. Washington, DC: World Bank. <https://doi.org/10.1596/978-1-4648-1916-2>

Avertissement

Les désignations employées et la présentation des informations dans cette publication n'impliquent l'expression d'aucune opinion de la part du PNUE/PAM, du Plan Bleu ou des organisations contributrices quant au statut juridique de tout pays, territoire, ville ou zone, ni de leurs autorités, ni quant à la délimitation de leurs frontières ou limites. Les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du PNUE/PAM, du Plan Bleu ou des organisations contributrices.

Droits d'auteur

La présente publication peut être reproduite, en tout ou en partie et sous toute forme, à des fins éducatives ou non lucratives, sans autorisation préalable du titulaire des droits d'auteur, à condition que la source soit dûment mentionnée. Le Plan Bleu apprécierait de recevoir un exemplaire de toute publication utilisant ce document comme source. La présente publication ne peut être utilisée à des fins de revente ou à toute autre fin commerciale sans l'autorisation écrite préalable du Plan Bleu.

© 2026 Plan Bleu

PLAN BLEU

Centre d'activités régionales de l'ONU Environnement/PAM

planbleu@planbleu.org - www.planbleu.org

Directeur de la publication : **Antoine Lafitte** Auteur : **Dr. Constantin Tsakas**

Conception graphique et réalisation : **Christelle El Selfani**

Dépôt légal : **N° ISSN 2606 61 06**